

Emeutes en Egypte : radiographie des forces en présence



Derrière une bipolarisation croissante, les tensions qui animent actuellement les rues du Caire sont le résultat d'une déliquescence politique inquiétante.

Avec Karim Emile Bitar

Atlantico : Les médias français ont tendance à "bipolariser" les tensions animant actuellement les rues du Caire en réduisant le phénomène à une confrontation entre libéralisme et fondamentalisme. La réalité n'est-elle pas plus complexe ?

Karim Bitar : En effet, il n'est pas possible de réduire les événements qui se déroulent aujourd'hui en Egypte à une classique opposition entre "laïcs" et "islamistes" ou encore à une opposition entre "libéraux" et nostalgiques de l'autoritarisme. La situation est plus complexe, et des ressorts psychologiques bien plus profonds sont à l'œuvre. L'écrivain sudiste américain William Faulkner disait : *"Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé."* Cela est particulièrement vrai dans l'Égypte d'aujourd'hui.

84 ans après leur naissance à Ismailiya, les Frères musulmans sont parvenus au pouvoir. Pendant plus de huit décennies, ils ont passé le plus clair du temps dans une situation de clandestinité, surveillés et persécutés par le pouvoir. Ils ont donc développé un état d'esprit quelque peu paranoïaque, et restent aujourd'hui persuadés que de vastes franges de la société, de "l'Etat profond" et de la classe politique égyptienne n'accepteront jamais leur légitimité à gouverner le pays, et feront tout pour les démettre.

D'autant plus que malgré leurs victoires aux élections législatives et présidentielles, des rouages importants du pouvoir leurs échappent encore, notamment le pouvoir judiciaire et les institutions militaro-sécuritaires. Si l'on en croit la logique des Frères, le décret tant contesté pris par le président Morsi était en quelque sorte destiné à prévenir ou à préempter un coup d'Etat judiciaire contre le pouvoir issu des urnes, qui aurait été mené par un pouvoir judiciaire demeuré proche de l'ancien régime. Comme disait Woody Allen, même les paranos peuvent avoir de vrais ennemis. C'est un peu la situation des Frères musulmans d'aujourd'hui.

Mais quand bien même on admettrait que cette version n'est pas tout à fait dénuée de vérité, l'attitude du président Morsi et des Frères durant les dernières semaines a été tantôt pour le moins maladroite et tantôt proprement scandaleuse. Le décret en question est typique de ce que Montesquieu appelait le "confusionnisme". **Il élimine la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire et conduirait à réunir tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Ce qui est inacceptable dans un pays qui a mené une révolution contre l'arbitraire et la confiscation des leviers du pouvoir par Moubarak.** De surcroît, on a vu les Frères adopter un discours de délégitimation de la contestation qui n'est pas sans rappeler la rhétorique de l'ancien régime, accusant en bloc leurs adversaires d'être des « foulouls » (résidus de la dictature) ou d'être les agents de l'étranger, une cinquième colonne contre la souveraineté nationale de l'Égypte. Dans les rues, les gros bras (baltagiyyas) des Frères se sont comportés avec la même brutalité que les sbires et reîtres mal dégrossis de l'ancien régime.

Tout cela intervient au terme d'une période durant laquelle l'exercice du pouvoir a montré des Frères musulmans accumulant des

erreurs manifestes, faisant jour après jour preuve d'une incompétence crasse et se montrant incapables de commencer à résoudre les nombreux problèmes économiques et sociaux du pays. Les "technocrates islamistes" dont certains avaient vanté le pragmatisme et les qualités de gestionnaires ont été aux abonnés absents. Plutôt que de s'attaquer aux véritables fléaux, les Frères ont cherché à placer le débat sur le terrain des surenchères identitaires. Et le président Morsi n'a même pas daigné assister à la cérémonie d'intronisation du nouveau pape copte, un événement qui ne se produit pourtant que toutes les quelques décennies. Il n'a pas respecté ses promesses de nommer une femme et un chrétien comme vice-présidents. Il s'est contenté d'en nommer comme simples conseillers sans réels pouvoirs. Et nombre de cadres importants ont depuis démissionné pour protester contre l'incurie du régime.

Aujourd'hui, les divisions dépassent le clivage entre islamistes et libéraux. On a vu certaines figures et même une partie de la base islamiste protester contre les dérives autoritaires évidentes. Mais il est à craindre que si la crise perdure, les lignes de failles s'approfondissent. Par ailleurs, cette crise a conduit à une mise en sourdine de la rivalité entre Frères musulmans et salafistes, alors que les courants non-islamistes ont un grand intérêt tactique et politique à ce que cette rivalité perdure.

Quelles sont les forces en présence structurant le camp des antis et des pros Morsi ?

La confrérie des Frères musulmans toujours été extrêmement "clivante", suscitant l'enthousiasme des uns et un profond rejet chez les autres. L'un des premiers ouvrages universitaires importants parus sur les Frères est *The Society of the Muslim Brothers*, de Richard P. Mitchell, qui était titulaire d'une bourse Fulbright et a effectué ses recherches dans l'Égypte du début des années 1950. Il a notamment étudié la première période des Frères et on voit chez lui que dès les années 1928 à 1932, à Ismailiyya puis à Port Saïd et à Suez, sont apparus des phénomènes qui vont être annonciateurs de ce qui va se passer plus tard à grande échelle : toutes sortes de querelles internes, d'accusations de conspirations, de rumeurs et un modus operandi qui va se professionnaliser mais dont la philosophie changera peu. Dès cette époque, de nombreuses légendes noires existent au sujet des Frères, lesquels ne font pas grand-chose pour les dissiper et on se demande même parfois s'ils ne cherchent pas eux-mêmes à les accréditer. Ils ont toujours eu beaucoup d'ennemis et ils le savent.

Pour ce qui est de la cartographie ou de la sociologie des pro ou des anti-Morsi, on ne peut pas parler de blocs homogènes. Ce ne sont pas forcément les catégories les plus modestes qui soutiennent le plus Morsi. Le grand écrivain égyptien Alaa Al-Aswany, auteur de l'immeuble Yaacoubian, a suscité une levée de boucliers cette semaine sur Twitter lorsqu'il a incriminé l'analphabétisme, signalant qu'il était dangereux de voir des masses illettrées et souvent manipulées par des hommes de religion sans scrupules, devoir se prononcer sur une constitution qu'ils n'ont pas lue. Alaa Al-Aswany est l'un des intellectuels les plus respectables du pays, et il a joué un rôle très courageux durant la révolution.

J'ai fait une recension de son ouvrage "Chroniques de la révolution égyptienne" (Actes Sud, 2011) dans la Revue Internationale et Stratégique et j'ai souvent dit tout le bien que je pensais de lui et de ses prises de position. Mais sur cette suggestion de retour au suffrage censitaire, il est impossible de le suivre. Il a, comme on dit, soulevé une très bonne question en y apportant une réponse maladroite. Et quand bien même on admettrait la validité de son argument, **on doit noter aujourd'hui que c'est souvent chez les petites gens que le ressentiment contre Morsi grandit le plus vite, alors qu'une partie de la bourgeoisie très alphabétisée et même supposément "lettrée" n'a aucun scrupule à soutenir les dérives autoritaires de Morsi**, alors que d'autres, tout aussi "lettrés" s'accommoderaient fort bien d'un retour de l'ancien régime et n'en finissent pas de se lamenter sur la défaite d'Ahmed Chafik.

Politiquement, cette crise a en effet conduit d'un côté, à des manifestations et efforts communs entre les bases des salafistes et des Frères musulmans, et de l'autre à un rapprochement entre trois figures du camp "laïc", Mohammed El Baradei, Amro Moussa et Hamdeen Sabahi. Le premier, prix Nobel de la paix, dispose d'une véritable autorité morale, c'est un homme de convictions, qui a été traîné dans la boue aussi bien par le régime de Moubarak que par les Frères musulmans. Il est resté fidèle à lui-même, il ne s'est pas compromis dans la politique politicienne. Il a compris très vite que les dés étaient pipés et qu'il ne servait à rien de se présenter à l'élection présidentielle. Certains lui reprochent toutefois son manque d'efficacité. On pense à la phrase de Charles Péguy qui disait que les kantiens ont les mains propres mais qu'ils n'ont pas de mains. El Baradei est en effet plus proche de la droiture et du "parler vrai" d'un Pierre Mendès France et n'a pas le côté florentin, rusé et manœuvrier d'un François Mitterrand, qualités qui auraient pourtant été fort utiles dans les méandres de la politique égyptienne d'aujourd'hui.

Le deuxième larron, Amr Moussa, est un ancien ministre des affaires étrangères de Moubarak, qui a conservé une certaine popularité en raison de sa gouaille, d'un populisme bon ton, et d'une connaissance des enjeux internationaux. Le troisième, Hamdeen Sabbahi, est un nassérien, nationaliste, populaire et populiste, qui joue sur la fibre de la "dignité nationale" et qui pourrait représenter une alternative à moyenne échéance, même s'il reste prisonnier d'un vocable parfois daté.

Côté islamiste, la personnalité la plus significative est celle de Abdel Moneim Abou El Foutouh, qui s'efforce d'incarner une alternative islamiste à Morsi. Il souhaite transcender le clivage entre laïcs et religieux et s'atteler à résoudre les grands problèmes nationaux. Ses positions sont aujourd'hui parfois équilibrées, mais pour beaucoup, il reste celui qui a mené il y a 30 ans, sous Sadate, une sorte de chasse aux sorcières contre la gauche laïque.

Ces intérêts multiples pourront-ils à terme être conciliés ? Y a-t-il malgré les divisions actuelles une volonté de faire triompher l'intérêt général ?

Je pense qu'il est impératif de continuer le combat contre le retour de l'arbitraire, du pouvoir personnel et de l'autoritarisme **il faut toutefois que les deux camps prennent conscience qu'aucun d'entre eux ne peut éliminer l'autre.** Nous sommes en présence de deux légitimités qui s'opposent. Chaque camp a une longue histoire et des partisans très nombreux. L'économie égyptienne est dans un état de délabrement tel que le pays ne peut pas se permettre une longue crise de gouvernance et de légitimité. Il ne faudrait surtout pas rouvrir le cycle de la violence politique qui perdure depuis les années 1940. Des persécutions contre les Frères musulmans avaient conduit l'assassinat du premier ministre Mahmoud El Nokrachi Pacha par un frère musulman, puis à l'assassinat du fondateur de la confrérie Hassan El Banna en février 1949, et le cycle avait repris dans les années 1960. Un compromis est donc aujourd'hui souhaitable, mais pas au prix d'un renoncement aux acquis de la révolution, et notamment aux libertés chèrement

conquises.

Propos recueillis par Théophile Sourdille